

Les « tigres anatoliens » tirent la croissance turque

mercredi 15 juin 2011, par [Agnes Rotivel](#)

Recep Tayyip Erdogan s'appuie sur les « tigres anatoliens ». Le premier ministre islamo-conservateur du parti de la justice et du développement, AKP, mise sur ses résultats économiques pour remporter les élections législatives du 12 juin prochain.

L'impressionnant développement du pays depuis son arrivée au pouvoir en 2002 (8,9 % de croissance en 2010) est en grande partie dû à une nouvelle génération d'hommes d'affaires, originaires principalement de l'Anatolie, une région auparavant délaissée. Cette classe moyenne d'origine rurale et de tradition conservatrice et pieuse est très proche de l'AKP.

Originaires des villes de Konya, Kayseri ou Adana, les tigres anatoliens ont créé des sociétés très agressives à l'export. « Celles qui étaient des PME il y a vingt ans comptent aujourd'hui parmi les plus grands groupes turcs. Même cotées en Bourse, elles sont gérées selon deux principes : une gouvernance familiale et une diversification des activités », explique un observateur européen en poste à Istanbul.

Elles sont en décalage avec les grands acteurs traditionnels de l'économie turque, les grandes familles bourgeoises et cosmopolites d'Istanbul, regroupées au sein de la Tusiad (l'organisation patronale).

Les exportations ont été multipliées par deux

L'économie de la Turquie est en pleine transformation. En moins de dix ans, le revenu par habitant a été multiplié par trois. Les exportations ont été multipliées par deux et les investissements directs étrangers sont passés de 700 millions d'euros par an à 13 milliards d'euros par an.

Cette évolution a complètement modifié la politique étrangère du pays, désormais clairement dirigée par ses intérêts économiques, particulièrement en direction de ses voisins proches du Moyen-Orient, vus comme un marché à conquérir.

Mais les hommes d'affaires ne se limitent pas à cette région, ils sont actifs en Asie, dans les anciens pays de l'Est, dans le Caucase, en Libye, en Égypte et même en Afrique. Sur ce continent, la Turquie avait sept ambassades en 2000, elle en avait trente-quatre fin 2010. Commerce et diplomatie vont de pair.

Autre caractéristique de la Turquie : elle n'a pas été touchée par la crise qui s'est abattue sur l'Europe et les États-Unis.

« En raison de son système financier rustique, pas de subprimes, le pays s'appuie sur sa culture du "cash" : seules les entreprises endettées à l'étranger ont beaucoup souffert », explique un connaisseur du pays, qui souligne que les entreprises ne sont pas obligées à la transparence des comptes - ce qui devrait changer en 2012, avec l'entrée en vigueur d'un nouveau code de commerce.

Dynamisme de la consommation intérieure

À côté d'une industrie florissante, surtout textile, mais aussi automobile et agroalimentaire, la Turquie a développé le secteur des services. Les centres commerciaux fleurissent un peu partout. « Dans la philosophie de l'AKP, dit un observateur, les centres urbains s'organisent autour de la mosquée, du centre commercial et d'un parking. »

Chaque week-end, 15 millions de Turcs, sur près de 79 millions d'habitants, se promènent et consomment

dans les centres commerciaux. Plus de 200 sont actuellement en construction dans le pays. Un phénomène qui s'explique par l'émergence, depuis dix ans, d'une véritable classe moyenne.

« La croissance est tirée par les investissements, poursuit cet observateur, et la consommation des ménages attirés par la modernité. La Turquie compte plus de 60 millions de téléphones mobiles en circulation, plus de 40 millions de cartes bancaires et 30 millions d'internautes. »

« Le dynamisme de la consommation intérieure est le moteur principal de l'économie, confirme l'économiste turc, Ahmet Insel. L'avantage, c'est que la Turquie ne subit pas aussi durablement le choc de l'atonie de la demande mondiale ; l'inconvénient, c'est la faiblesse de son taux d'épargne et la nécessité d'investissements extérieurs pour financer sa croissance ».

« Si le dynamisme de l'économie turque est réel », conclut Ahmet Insel, « il est néanmoins fragile, en raison de son problème de financement et de la dépendance de sa croissance aux exportations. »

Sources

Source : La Croix du 5 juin 2011